



Tribune : Reconstruire le pacte démocratique pour bâtir une société plus juste

Les places de la République est un collectif regroupant des syndicats de travailleurs et d'étudiants, des associations de l'éducation populaire, de défense de l'environnement et de lutte contre l'exclusion, et des mutuelles.

Organisations signataires :

CFDT, CFTC, UNSA, la Mutualité française, Le mouvement associatif, France Terre d'Asile, FNE, FNH, FAS, FAGE, le Pacte civique, ATD Quart Monde, la Ligue de l'enseignement, la Fédération nationale des Francas, l'UNIOPSS, le Secours Catholique-Caritas France, Le Réseau Action Climat, Agir pour l'Environnement, Le CLER-Réseau pour la transition énergétique, Virage Energie, Alofa Tuvalu, WECF (Women In Europe for a Common Future), Le CCFD-Terre solidaire, Le GERES, Alisée Maitrise de l'Energie énergies renouvelables, Solidarité laïque

Nous, associations syndicats et mutuelles de ce pays, affirmons qu'aujourd'hui chacun a le devoir de contribuer à l'apaisement, à commencer par tous les responsables politiques et acteurs sociaux du pays. Mais c'est d'abord au gouvernement qu'il incombe de trouver une issue rapide à la crise. C'est d'autant plus de sa responsabilité que, malgré nos demandes et nos avertissements répétés, il n'a su ni réduire les inégalités ni revivifier la démocratie ni s'engager pleinement dans la transition écologique. Au contraire, il est resté prisonnier des pratiques politiques anciennes, concentrant le pouvoir et confisquant les marges de manœuvre. En marginalisant les corps intermédiaires il s'est aussi coupé du pays et a rendu le dialogue impossible.

Nous condamnons sans réserve les violences qui dénaturent le mouvement des gilets jaunes, parce qu'elles font peser une menace majeure sur notre pacte républicain. La démocratie est notre bien commun, mais là où l'emportent l'invective, l'intimidation, l'intolérance, l'agression des personnes et des biens, il ne peut y avoir de démocratie. La colère doit être entendue, mais la haine qui est en train de se développer dans notre pays constitue pour lui un poison mortel.

Si cette crise profonde éclate aujourd'hui, elle fermentait déjà bien avant les dernières échéances électorales. Nos militants, adhérents et sympathisants qui travaillent et agissent au plus près des réalités de notre société, en ont fait le diagnostic depuis longtemps. Ils savent que nous sommes confrontés à des défis de grande ampleur, de la pauvreté et des inégalités au changement climatique et à l'effondrement de la biodiversité. Ils savent aussi que nous ne pourrons les relever que par une action collective, construite

démocratiquement et conduite sur la durée. Ils n'admettent pas que leurs alertes aient été ignorées hier. Leur engagement, leur expertise et leurs propositions méritent considération, et bien plus que des mots d'ordre simplistes.

Il y a dans notre pays un malaise très profond. Pour le surmonter, nous devons impérativement restaurer notre pouvoir d'agir collectivement. Cela ne se fera ni par le culte de l'homme providentiel, ni par celui de l'immédiateté, mais par la reconstruction de notre pacte social autour des valeurs de justice et de fraternité. Associations et syndicats, nous y sommes prêts, mais nous y mettons des conditions.

La première est de permettre une délibération démocratique de qualité, au niveau national comme dans les territoires, avec les acteurs sociaux et les associations représentatifs mais aussi les citoyens de toutes catégories, notamment ceux qui sont le plus éloignés de la politique traditionnelle.

La seconde est que de vraies marges de manœuvre budgétaires soient dégagées, afin que cette délibération puisse se traduire en actions cohérentes.

La troisième est que tous les sujets soient sur la table : il nous faut parler de lutte contre les inégalités comme de transition écologique, de fiscalité comme de lutte contre la pauvreté et d'accès à la santé. Le retour à la paix sociale exige que, dans un esprit de justice, nous construisions des réponses politiques globales, sans sacrifier les plus défavorisés ou les générations futures.

C'est désormais au gouvernement, mais au-delà à tous les responsables politiques, de dire s'ils sont prêts à s'engager dans ce nouveau cap.